



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.699/17
du 19 janvier 2026

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
8 mars 2002 portant création
du Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au
Développement et modifiant
l'arrêté royal du 5 mars 2015
portant organisation du
Service public fédéral Affaires
étrangères, Commerce
extérieur et Coopération au
Développement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.699/17
van 19 januari 2026

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
8 maart 2002 houdende
oprichting van de Federale
Overheidsdienst Buitenlandse
Zaken, Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking
en tot wijziging van het
koninklijk besluit van
5 maart 2015 houdende de
organisatie van de Federale
Overheidsdienst Buitenlandse
Zaken, Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking'

Le 19 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 mars 2002 portant création du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et modifiant l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement'.

Le projet a été examiné par la dix-septième chambre le 19 janvier 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Luc DONNAY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 janvier 2026.

*

Op 19 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking'.

Het ontwerp is door de zeventiende kamer onderzocht op 19 januari 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Luc DONNAY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 januari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

RECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

Parmi les dispositions de l'arrêté en projet, plusieurs régissent uniquement les missions, l'organisation et le fonctionnement du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

De telles dispositions, en ce compris celles qui ont pour seul objet d'accorder une délégation de compétence ou de signature, participent de l'organisation interne des services et ne présentent pas un caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

Il n'appartient dès lors pas à la section de législation de se prononcer sur de telles dispositions.

Par conséquent, ne seront pas examinés les articles 1^{er} et 2¹ du projet qui modifient les articles 2, § 1^{er}, et 3 de l'arrêté royal du 8 mars 2002 'portant création du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement'² et les articles 4, 5, 6, 7, 8, 11 et 17, qui modifient les articles 2, 3, 4, 5, 6, 11 et 16 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 'portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement'³.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 4, étant donné qu'il est fait référence à trois avis, il y a lieu d'écrire « Vu les avis du Comité de direction, donnés (...) ».

¹ La version française de l'article 2 du projet est numérotée par erreur « Art. 3 ».

² Voir en ce sens l'avis 76.899/2/V donné le 1^{er} août 2024 sur un projet d'arrêté royal « portant création du Service de sécurité de l'information et de protection des données au sein de la Direction générale de l'Office des étrangers du Service public fédéral Intérieur ».

³ Voir en ce sens l'avis 56.529/2/V donné le 6 août 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 mars 2015 et l'avis 42.540/AG donné le 8 octobre 2007 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2008 'modifiant l'arrêté ministériel du 9 janvier 2004 portant délégation de compétences'. Voir également l'avis 63.199/4 donné le 18 avril 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 juillet 2018 'modifiant l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement'.

DISPOSITIF

Article 3

L'article 1^{er}, § 1^{er}, 11^o, en projet contient une nouvelle définition *sui generis* qui est rédigée comme suit : « le mouvement : la mesure d'ordre intérieur qui consiste en l'affectation des agents en poste, à Belgoeurop, à Belotan ou à l'administration centrale ».

Cette définition, qui est liée aux articles 19, 20, 23 et 25 du projet, implique la prise de décisions individuelles portant sur les affectations des agents concernés.

À ce sujet, le Conseil d'État, section du contentieux administratif, a déjà eu l'occasion de rappeler qu'

« [e]n vertu de la loi du changement, une autorité administrative peut, lorsque l'intérêt du service le requiert, modifier les attributions de ses agents et organiser ses services. Ce principe de mutabilité, essentiel au fonctionnement du service public, implique qu'un fonctionnaire ne dispose d'aucun droit acquis au maintien de sa situation statutaire ou des modalités d'exercice de sa fonction. Tout changement d'affectation qui ne porte pas atteinte aux droits statutaires ou aux prérogatives liées à sa fonction constitue une mesure d'ordre intérieur qui touche à l'organisation du service et qui relève de la bonne gestion des ressources humaines. Il est de jurisprudence constante qu'au regard de la séparation des pouvoirs, une telle mesure n'est, en principe, pas susceptible d'être attaquée devant le Conseil d'État. Il n'en va autrement que si elle constitue une sanction disciplinaire déguisée, ou si elle est prise en raison du comportement de l'agent et qu'elle engendre en outre des modifications importantes dans l'exercice de ses fonctions ou porte atteinte à ses droits statutaires. Il convient d'examiner, au cas par cas, les circonstances qui ont conduit à la décision et de vérifier, soit si l'autorité a manifesté une volonté de punir l'agent en l'adoptant, soit si elle a pris une mesure qui peut être considérée comme grave en tant qu'elle porte atteinte aux droits, à la situation juridique ou aux prérogatives attachées à la fonction et qu'elle découle du comportement de l'agent, ces deux conditions étant cumulatives. Pour qualifier la nature de l'acte, il y a lieu de tenir compte de ses conséquences sur le statut administratif et pécuniaire de l'agent » ⁴.

Ainsi, il a par exemple été jugé que le rappel à l'administration centrale avant le terme normal d'un agent de la carrière extérieure devait être considéré comme « une modification importante dans l'exercice des fonctions du requérant motivée par son comportement et qui lui fait grief » ce qui a eu pour conséquence que le requérant était recevable à solliciter l'annulation de cet acte par le Conseil d'État ⁵.

En outre, les affectations en poste, à Belgoeurop, à Belotan ou à l'administration centrale ont des conséquences sur le statut administratif et pécuniaire de l'agent.

⁴ Voir notamment C.E., 31 décembre 2020, n° 249.395 et C.E., 13 mars 2020, n° 247.323.

⁵ C.E., 13 mars 2020, n° 247.323.

Par conséquent, il n'est pas au pouvoir du Roi de qualifier une décision de mesure d'ordre intérieur. Une telle qualification ne saurait lier la section du contentieux administratif du Conseil d'État dans l'exercice de son pouvoir de juger si une telle décision constitue un acte administratif attaquant au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État ⁶.

À l'article 1^{er}, § 1^{er}, 11^o, en projet, les mots « d'ordre intérieur » seront par conséquent omis.

Article 9

L'article 9 tend à remplacer l'article 8 de l'arrêté royal du 5 mars 2015.

Interrogée sur la raison pour laquelle un engagement contractuel est prévu pour les postes, Belgoeurop et Belotan, la déléguée a précisé ce qui suit :

« L'engagement contractuel en poste était déjà prévu par l'arrêté royal du 5 mars 2015. Aucun changement n'a été apporté à cet article quant à ce fait. En poste, le personnel auxiliaire a toujours été contractuel ; le droit local lui est appliqué. Seuls les 'diplomates' sont des agents. Le changement porte sur l'ajout de l'engagement contractuel à Belgoeurop et Belotan. Les deux représentations permanentes à Bruxelles ne sont plus considérées comme des postes mais leur statut est néanmoins différent de celui de l'administration centrale. La nécessaire flexibilité dont Belgoeurop et Belotan doivent faire preuve se traduit par la nécessité d'engager des contractuels plutôt que de recruter des agents. Il s'agit d'une confirmation de la pratique existante, qui était couverte par l'arrêté royal du 5 mars 2015 ».

Le rapport au Roi sera complété par ces précisions.

Article 10

La version française de l'article 10 sera rédigée comme suit : « Dans l'article 9 du même arrêté, (... la suite comme au projet) ».

Article 15

Dans la version française, dans la phrase liminaire, il sera précisé qu'il s'agit de l'intitulé « de » la sous-section et dans le texte en projet, le mot « Sous-titre » sera remplacé par le mot « Sous-section ».

⁶ Voir l'avis 56.257/4 donné le 21 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 juillet 2014 'fixant le statut des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire'.

Article 16

Comme en a convenu la déléguée, dans l'article 15, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 3, alinéa 2, et non au paragraphe 3, alinéa 3. De même, il y a lieu de renvoyer dans l'article 15, § 5, alinéa 1^{er}, en projet, au paragraphe 3, alinéa 3, et non au paragraphe 3, alinéa 4.

Article 24

Le 2^o tend à abroger le paragraphe 5 de l'article 21 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 qui est rédigé comme suit :

« L'agent de l'État du SPF qui est désigné en poste, conserve son traitement, ses droits à la promotion par avancement barémique et ses titres à la promotion. En matière de congés, indemnités, évaluation, mesures d'ordre et régime disciplinaire, il est assimilé à un agent de la carrière extérieure ».

Il ressort du rapport au Roi ce qui suit :

« Le paragraphe 5 est abrogé car le régime de congé, le régime financier, le régime disciplinaire et les mesures d'ordre sont dorénavant prévus dans un arrêté royal distinct qui fixera les différents régimes spécifiques applicables aux différentes catégories du personnel visées par les dispositions du présent arrêté qui permettent une affectation en poste, à Belgoeurop ou à Belotan (les articles 8, 21, 21/1 et 21/2 de l'arrêté organisation) ».

Interrogée à ce sujet, la déléguée a précisé :

« Ce projet d'arrêté royal sera prochainement soumis au Conseil des ministres ».

Au risque de créer un vide juridique, il n'est pas possible de prévoir l'abrogation de cette disposition tant que le nouvel arrêté royal n'est pas concomitamment entré en vigueur.

L'abrogation du paragraphe 5 de l'article 21 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 sera dès lors prévue dans le projet d'arrêté royal mentionné par la déléguée, ce qui permettra d'assurer la sécurité juridique en faisant coïncider l'entrée en vigueur des nouvelles règles et de la disposition abrogatoire précitée.

Le 2^o sera par conséquent omis.

Article 25

L'article 21/1, § 1^{er}, en projet renvoie à la procédure de mouvement prévue à l'article 17. L'auteur du projet est invité à mieux expliquer l'articulation entre ces deux dispositions, notamment en précisant dans l'article 25 les subdivisions de l'article 17 qui sont applicables.

L'article 25 sera revu en conséquence.

Article 28

Au 3°, dans la version française, il faut assurer le bon remplacement des mots dans l'article 23, alinéas 3 et 4, en projet de l'arrêté royal du 5 mars 2015, et il y a lieu par conséquent de distinguer le remplacement à prévoir dans l'alinéa 3 (« du chef de la mission diplomatique ») de celui à prévoir pour l'alinéa 4 (« le chef de la mission diplomatique »).

Le 3° sera revu en conséquence.

Article 29

L'article 29 doit être rédigé comme une disposition abrogatoire autonome. Il n'y a pas lieu de le rédiger en complétant l'article 24 de l'arrêté royal du 5 mars 2015 par un nouvel alinéa.

Article 30

L'article 30 est rédigé comme suit : « Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ».

Il y a lieu d'écrire qu'il « produit ses effets » le 1^{er} janvier 2026.

Interrogée sur la rétroactivité du texte en projet, la déléguée a répondu ce qui suit :

« Le projet d'arrêté royal a pour but de tenir compte des changements dans l'organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui résultent de l'arrêté royal du 19 avril 2024 portant le statut administratif et financier des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Ce statut a prévu les conséquences juridiques, en termes de régime administratif et pécuniaire pour les agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire, de la nouvelle structure du SPF, en vertu de laquelle désormais Belgoeurop et Belotan ne sont plus des postes mais des entités à part, à côté de l'administration centrale et des postes.

Or, ce régime est déjà application ; il importe que la structure corresponde à la date du 1^{er} janvier 2026. Cette rétroactivité n'est donc pas défavorable puisque les conséquences de cette nouvelle structure sont organisées dans un autre arrêté déjà en vigueur ».

Pour autant que la rétroactivité n'emporte pas de conséquence défavorable pour les destinataires, la justification est admissible. Le rapport au Roi mériterait en tout état de cause d'être complété par ces précisions.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

GEDEELTELIJKE ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

Het ontworpen besluit omvat verschillende bepalingen die louter strekken tot regeling van de taken, de organisatie en de werking van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Dergelijke bepalingen, waaronder die welke enkel tot doel hebben een delegatie van bevoegdheid of een ondertekeningsbevoegdheid toe te kennen, hebben te maken met de interne organisatie van de diensten en zijn niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Het komt de afdeling Wetgeving dus niet toe zich over dergelijke bepalingen uit te spreken.

Bijgevolg zal niet nader ingegaan worden op de artikelen 1 en 2¹ van het ontwerp, waarbij wijzigingen worden aangebracht in de artikelen 2, § 1, en 3 van het koninklijk besluit van 8 maart 2002 ‘houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking’² en de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 11 en 17, waarbij wijzigingen worden aangebracht in de artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 11 en 16 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 ‘houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking’.³

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het vierde lid moet, aangezien daarin naar drie adviezen verwezen wordt, geschreven worden: “Gelet op de adviezen van het Directiecomité, gegeven op (...)”.

¹ De Franse tekst van artikel 2 van het ontwerp is per vergissing genummerd als “Art. 3”.

² Zie in die zin advies 76.899/2/V van 1 augustus 2024 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot oprichting van de Dienst voor informatieveiligheid en gegevensbescherming binnen de Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken’.

³ Zie in die zin advies 56.529/2/V van 6 augustus 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 maart 2015 en advies 42.540/AV van 8 oktober 2007 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 30 januari 2008 ‘tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 januari 2004 houdende delegatie van bevoegdheden’. Zie ook advies 63.199/4 van 18 april 2018 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 8 juli 2018 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking’.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Het ontworpen artikel 1, § 1, 11°, bevat een nieuwe definitie *sui generis* die als volgt is gesteld: “de beweging: de maatregel van inwendige orde die bestaat in de aanstelling van ambtenaren op post, op Belgoeurop, op Belotan of op het hoofdbestuur”.

Die definitie, die verband houdt met de artikelen 19, 20, 23 en 25 van het ontwerp, impliceert het nemen van individuele beslissingen over de aanstellingen van de betrokken ambtenaren.

In dat verband heeft de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, reeds gewezen op wat volgt:

“En vertu de la loi du changement, une autorité administrative peut, lorsque l'intérêt du service le requiert, modifier les attributions de ses agents et organiser ses services. Ce principe de mutabilité, essentiel au fonctionnement du service public, implique qu'un fonctionnaire ne dispose d'aucun droit acquis au maintien de sa situation statutaire ou des modalités d'exercice de sa fonction. Tout changement d'affectation qui ne porte pas atteinte aux droits statutaires ou aux prérogatives liées à sa fonction constitue une mesure d'ordre intérieur qui touche à l'organisation du service et qui relève de la bonne gestion des ressources humaines. Il est de jurisprudence constante qu'au regard de la séparation des pouvoirs, une telle mesure n'est, en principe, pas susceptible d'être attaquée devant le Conseil d'État. Il n'en va autrement que si elle constitue une sanction disciplinaire déguisée, ou si elle est prise en raison du comportement de l'agent et qu'elle engendre en outre des modifications importantes dans l'exercice de ses fonctions ou porte atteinte à ses droits statutaires. Il convient d'examiner, au cas par cas, les circonstances qui ont conduit à la décision et de vérifier, soit si l'autorité a manifesté une volonté de punir l'agent en l'adoptant, soit si elle a pris une mesure qui peut être considérée comme grave en tant qu'elle porte atteinte aux droits, à la situation juridique ou aux prérogatives attachées à la fonction et qu'elle découle du comportement de l'agent, ces deux conditions étant cumulatives. Pour qualifier la nature de l'acte, il y a lieu de tenir compte de ses conséquences sur le statut administratif et pécuniaire de l'agent.”⁴

Zo is bijvoorbeeld geoordeeld dat een vroegtijdige terugroeping naar het hoofdbestuur van een ambtenaar van de buitenlandse carrière beschouwd moest worden als “une modification importante dans l'exercice des fonctions du requérant motivée par son comportement et qui lui fait grief”, met als gevolg dat de verzoeker het recht had om de nietigverklaring van die handeling door de Raad van State te vorderen.⁵

Bovendien hebben de aanstellingen op post, op Belgoeurop, op Belotan of op het hoofdbestuur gevolgen voor het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaar.

⁴ Zie met name RvS 31 december 2020, nr. 249.395 en RvS 13 maart 2020, nr. 247.323.

⁵ RvS 13 maart 2020, nr. 247.323.

De Koning is bijgevolg niet gemachtigd om een beslissing te kwalificeren als maatregel van inwendige orde. Zulk een kwalificatie kan niet bindend zijn voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State bij de uitoefening van haar bevoegdheid om te oordelen of zo'n beslissing een bestuurshandeling uitmaakt die aangevochten kan worden in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.⁶

In het ontworpen artikel 1, § 1, 11°, moeten de woorden “van inwendige orde” bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 9

Artikel 9 strekt ertoe artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 te vervangen.

Op de vraag waarom er voor de posten, Belgoeurop en Belotan voorzien wordt in een contractuele indienstneming, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’engagement contractuel en poste était déjà prévu par l’arrêté royal du 5 mars 2015. Aucun changement n’a été apporté à cet article quant à ce fait. En poste, le personnel auxiliaire a toujours été contractuel; le droit local lui est appliqué. Seuls les ‘diplomates’ sont des agents. Le changement porte sur l’ajout de l’engagement contractuel à Belgoeurop et Belotan. Les deux représentations permanentes à Bruxelles ne sont plus considérées comme des postes mais leur statut est néanmoins différent de celui de l’administration centrale. La nécessaire flexibilité dont Belgoeurop et Belotan doivent faire preuve se traduit par la nécessité d’engager des contractuels plutôt que de recruter des agents. Il s’agit d’une confirmation de la pratique existante, qui était couverte par l’arrêté royal du 5 mars 2015.”

Het verslag aan de Koning moet worden aangevuld met die verduidelijkingen.

Artikel 10

De Franse tekst van artikel 10 dient gesteld te worden als volgt: “Dans l’article 9 du même arrêté, (... voorts als in het ontwerp)”.

Artikel 15

In de Franse tekst moet in de inleidende zin worden gepreciseerd dat het gaat om “l’intitulé de la sous-section” en in de ontworpen tekst moet het woord “Sous-titre” vervangen worden door het woord “Sous-section”.

⁶ Zie advies 56.257/4 van 21 mei 2014 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 4 juli 2014 ‘tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de buitenlandse carrière en de consulaire carrière’.

Artikel 16

Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet in het ontworpen artikel 15, § 4, eerste lid, verwezen worden naar paragraaf 3, tweede lid, en niet naar paragraaf 3, derde lid. Ook moet in het ontworpen artikel 15, § 5, eerste lid, verwezen worden naar paragraaf 3, derde lid, en niet naar paragraaf 3, vierde lid.

Artikel 24

De bepaling onder 2° strekt tot opheffing van paragraaf 5 van artikel 21 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015, dat luidt als volgt:

“De ambtenaar van het Rijkspersoneel van de FOD die wordt aangesteld op post, behoudt zijn wedde, zijn rechten op bevordering door verhoging in weddeschaal en zijn aanspraken op bevordering. Inzake verloven, vergoedingen, evaluatie, ordemaatregelen en tuchtregeling wordt hij gelijkgesteld met een ambtenaar van de buitenlandse carrière.”

Uit het verslag aan de Koning blijkt het volgende:

“Paragraaf 5 wordt opgeheven, aangezien de verlofregeling, de financiële regeling, de tuchtregeling en de ordemaatregelen voortaan voorzien worden in een apart koninklijk besluit dat de verschillende specifieke regelingen zal bepalen die van toepassing zijn op de verschillende personeelscategorieën die beoogd worden door de bepalingen van dit besluit en een aanstelling op post, op Belgoeurop of op Belotan toelaten (de artikelen 8, 21, 21/1 en 21/2 van het organisatiebesluit).”

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Ce projet d'arrêté royal sera prochainement soumis au Conseil des ministres.”

Om niet het risico te lopen een juridisch vacuüm te creëren, kan niet voorzien worden in de opheffing van die bepaling zolang het nieuwe koninklijk besluit niet gelijktijdig in werking getreden is.

In het ontwerp van koninklijk besluit dat door de gemachtigde wordt genoemd dient dan ook te worden voorzien in de opheffing van paragraaf 5 van artikel 21 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015, wat zal zorgen voor rechtszekerheid door de inwerkingtreding van de nieuwe regels en van de voormelde opheffingsbepaling te laten samenvallen.

De bepaling onder 2° moet bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 25

Het ontworpen artikel 21/1, § 1, verwijst naar de procedure van de beweging bedoeld in artikel 17. De steller van het ontwerp wordt verzocht, de verhouding tussen die twee bepalingen beter uit te leggen, met name door in artikel 25 te verduidelijken welke onderverdelingen van artikel 17 van toepassing zijn.

Artikel 25 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 28

In de bepaling onder 3° moet toegezien worden op de correcte vervanging van de woorden in de Franse tekst van het ontworpen artikel 23, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 en bijgevolg moet er een onderscheid gemaakt worden tussen de beoogde vervanging in het derde lid (“du chef de la mission diplomatique”) en de beoogde vervanging in het vierde lid (“le chef de la mission diplomatique”).

De bepaling onder 3° moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 29

Artikel 29 moet als een autonome opheffingsbepaling gesteld worden. Het moet niet gesteld worden door te voorzien in een aanvulling van artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 maart 2015 met een nieuw lid.

Artikel 30

Artikel 30 luidt als volgt: “Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2026.”

Er moet geschreven worden: “heeft uitwerking met ingang van” 1 januari 2026.

Op een vraag over de terugwerkende kracht van de ontworpen tekst heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Le projet d’arrêté royal a pour but de tenir compte des changements dans l’organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui résultent de l’arrêté royal du 19 avril 2024 portant le statut administratif et financier des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Ce statut a prévu les conséquences juridiques, en termes de régime administratif et pécuniaire pour les agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire, de la nouvelle structure du SPF, en vertu de laquelle désormais Belgoeurop et Belotan ne sont plus des postes mais des entités à part, à côté de l’administration centrale et des postes.

Or, ce régime est déjà application ; il importe que la structure corresponde à la date du 1^{er} janvier 2026. Cette rétroactivité n’est donc pas défavorable puisque les conséquences de cette nouvelle structure sont organisées dans un autre arrêté déjà en vigueur.”

Voor zover de terugwerkende kracht voor de adressaten geen ongunstig gevolg heeft, is de verantwoording aanvaardbaar. Het verdient hoe dan ook aanbeveling het verslag aan de Koning aan te vullen met die verduidelijkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY